

LES POSTES

LA GRÈVE DES POSTIERS—LA QUESTION DES POURSUITES CONTRE LES CHEFS SYNDICAUX

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Postes. Peut-il dire à la Chambre quelle mesure il songe à prendre contre certains chefs syndicaux, ainsi qu'il l'a laissé entendre au cours du week-end, et quel avis il cherche à obtenir du ministère de la Justice? Pourrait-il également expliquer dans sa réponse comment ces initiatives pourraient favoriser le règlement de cette grève?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, nous avons demandé à nos conseillers juridiques d'étudier diverses procédures qui pourraient être prises. Je pense que ceci est toujours à l'étude, et je n'ai pas d'autre déclaration à faire pour le moment.

[Traduction]

M. Woolliams: Le ministre pourrait-il nous dire s'il s'agit d'une action civile ou d'une action d'un autre genre, et nous expliquer également comment un procès de ce genre pourrait aboutir à un règlement à l'amiable du différend pour que le service postal fonctionne à nouveau normalement?

[Français]

M. Ouellet: Monsieur l'Orateur, il est évidemment dans l'intérêt de tous de ramener les employés au travail le plus tôt possible. Je pense que le public canadien est maintenant bien convaincu qu'il s'agit d'une grève illégale, et j'espère que la plupart de nos employés vont reconnaître qu'il est urgent pour eux de retourner au travail.

[Traduction]

M. l'Orateur: Le député de Brome-Missisquoi demande-t-il la parole pour poser une question supplémentaire?

M. Grafftey: Non, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Je lui donnerai la parole dans un instant. La parole est maintenant au député de Saint-Jean-Est.

* * *

LA CONSOMMATION

LA HAUSSE DU PRIX DU BŒUF—LE RAPPORT AVEC L'EMBARGO SUR LE BÉTAIL AMÉRICAIN ENGRAISSÉ AU DES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. S'est-il assuré que la dernière hausse du prix du bœuf au Canada peut être attribuée à la mesure prise par le Canada pour interdire les importations au Canada du bœuf américain traité au DES?

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je cherche actuellement à obtenir plus d'information à ce sujet.

M. McGrath: Tandis que le ministre va aux renseignements, je voudrais lui signaler que...

Des voix: Règlement.

M. McGrath: ... le 10 avril, la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires a déclaré qu'à son avis les restrictions sur les importations de bœuf traité au DES ne devraient nullement influencer le prix de détail au

Questions orales

Canada. Compte tenu de cette déclaration, le ministre nous dirait-il s'il s'occupe d'examiner les hausses récentes du prix du bœuf qui semblent léser le consommateur?

M. Gray: Mon honorable ami fait erreur, je pense. La Commission en tant que telle ne s'est pas encore prononcée à ce sujet. Je crois savoir qu'elle tiendra une réunion le 25 avril et il est fort probable que par la suite nous aurons plus de renseignements précis qui nous permettront d'agir. Mon honorable ami semble fonder sa question sur une nouvelle toute gratuite.

M. McGrath: J'ai une autre question supplémentaire fondée sur un article paru dans le *Globe and Mail* de Toronto, le 10 avril, au sujet de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires. D'après cet article le ministre de l'Agriculture aurait dit qu'il ne voyait pas comment les restrictions sur les importations de bœuf traité au DES pouvaient justifier une hausse du prix de cette denrée. Le ministre consulterait-il sur-le-champ le ministre de l'Agriculture pour révéler ensuite à la Chambre les conclusions du rapport?

M. Gray: Monsieur l'Orateur, j'ai des contacts plus étroits avec mon collègue le ministre de l'Agriculture que n'en a le député avec les spécialistes de son parti en matière agricole qui appuient l'interdiction du DES.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA PRÉSENTATION D'UN PROGRAMME LÉGISLATIF DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au Premier ministre. Le Premier ministre a-t-il consulté ses collègues du cabinet afin de s'assurer du moment de présenter à la Chambre une loi opportune et nécessaire destinée à contrer l'inflation d'origines intérieure et internationale? L'élaboration d'une telle loi est-elle achevée?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député pose une question très générale sur tout le programme énoncé dans le discours du trône. Il est évident que nous donnerons suite au cours de la session à toutes les idées que comportait le discours.

M. Grafftey: Étant donné les dernières statistiques publiées depuis le discours du trône, le Premier ministre priera-t-il le leader du gouvernement de suspendre le débat sur le bill du football en vue de présenter immédiatement une telle loi, en supposant, peut-être à tort, qu'elle est déjà élaborée?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je désire informer la Chambre qu'elle peut mettre fin au débat sur le football en tout temps; il suffit de permettre que la mesure soit mise aux voix.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: La présidence donne la parole au député de York-Simcoe, puis au député d'Assiniboia.

LA RAISON DE LA BAISSÉ DU REVENU RÉEL DU TRAVAIL PAR TÊTE EN 1973—LA RÉPARTITION DES AUGMENTATIONS FUTURES DU REVENU NATIONAL RÉEL

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. S'il